

## **Les indignés sans projets? – des pistes pour le Québec**

### **Introduction –**

### **Chapitre 1 – L'état de notre société, aujourd'hui et demain**

Ce chapitre cherche à décrire les implications, pour le Québec, des crises économiques et financières et les défis pour l'avenir face aux crises écologiques. Il souligne que l'intention n'est pas de dresser le portrait d'un état « idéal », mais de se concentrer sur ce qui semble s'imposer face à des constats clairs sur la situation mondiale, cela sur la base d'une compréhension des institutions québécoises affaiblies ou mises à risque par les changements en cours. Nous ne proposons pas une série de propositions pour régler les problèmes et les crises à l'échelle internationale; nous proposons des gestes concrets pour le Québec.

### **Chapitre 2 – L'empreinte et les indicateurs de bien-être : une transformation s'impose**

Le calcul de l'empreinte écologique du Québec souligne la nécessité d'une baisse très importante de la consommation des ressources, dont les importations. Il s'agit du cadre pour le travail de l'ensemble du livre (voir l'Introduction), cadre qui souligne les défis de base. Complément à cette analyse, le texte se penche sur la façon de voir le « progrès » de la société, en mettant un accent sur la nécessité urgente de remplacer le PIB comme indicateur phare. Non seulement l'empreinte nous montre un « progrès » qui excède la capacité de support de la planète, l'IPV et d'autres indicateurs montrent que le « progrès » indiqué par le PIB (lorsque cet indicateur est pris pour cela) est lui-même et en grande partie une illusion.

À ces indicateurs doit être ajouté l'ÉROI, qui fournit le taux de rendement en énergie des investissements en énergie. Ce sera développé au chapitre 3.

### **Chapitre 3 – L'énergie, fondement du fonctionnement de la société**

Il s'agit de mettre en perspective la situation mondiale qui mène à l'intérêt de se soustraire d'une dépendance au pétrole. L'efficacité et les économies sont toujours à prioriser. La biomasse, en région rurale, et la géothermie, en milieu urbain, sont à prôner pour le chauffage. L'éolien est à viser pour fournir ce qui manque en électricité, à meilleur coût que l'hydro lointaine du Plan Nord. Le texte traite de la possibilité de réorientation de l'électricité vers les transports et d'autres usages du pétrole, et le rôle des alumineries et de l'industrie de pâtes et papiers, dont la reconversion pourrait fournir une source importante d'électricité. Le soutien aux premières par des prix très bas de l'électricité, et à la deuxième par une absence totale de rente pour les produits forestiers, suggère l'intérêt d'un regard nouveau sur les deux, alors que la deuxième est en profonde transformation de toute façon (voir chapitre suivant aussi).

### **Chapitre 4 – L'agriculture et foresterie : un repli sur soi en milieu rural**

Il s'agit de décrire les résultats de l'IPV dans ces deux domaines, qui indiquent que les interventions dans les marchés internationaux qui marquent ces secteurs sont sans intérêt

## TABLE DES MATIÈRES PRÉLIMINAIRE

économique pour la société (même si elle peut l'être pour certaines entreprises privées). Le chapitre fournit une description de la transformation des activités, dont une réduction importante des exportations et une réorientation des soutiens aux communautés rurales. Le portrait souligne les implications pour le redéveloppement du milieu rural au Québec, avec productions agricoles locales et activité forestière pour consommation locale de la production. Ceci va de pair, en agriculture, avec la réorientation de l'ASRA pour soutenir les petits producteurs et non les intégrateurs. Il s'agit d'importantes transformations des communautés rurales vers une nouvelle prise en main (voir aussi chapitre 6).

### **Chapitre 5 – Le secteur minier : des revenus à long terme**

Il s'agit de présenter l'argument pour le recours à ce secteur économique (et donc aux ressources non renouvelables) pour augmenter les revenus de l'État, face à des baisses importantes provenant d'autres secteurs, dont une baisse des revenus des individus et, probablement, des entreprises. La présentation esquisse l'équivalent de la nationalisation du secteur, suivant par exemple le modèle de la Norvège, contre le Plan Nord; on favorise une décision à la base d'une recherche de revenus bien plus importants que ceux recherchés par le gouvernement, étalés sur le long terme en refusant une insertion dans la concurrence court terme qui marque le lancement du Plan Nord.

### **Chapitre 6 – L'aménagement du territoire : la question urbaine/rurale**

Présentation des enjeux énergétiques en ce qui a trait à l'aménagement des milieux urbains et ruraux. Entre autres sujets, la biomasse pour l'énergie en milieu rural (en remplacement des exportations et de l'usage de combustibles fossiles) et la densification en milieu urbain jumelée à une importance accrue des transports en commun. Les adaptations nécessaires pour réintégrer les banlieues et les couronnes aux villes centrales montrent d'importantes interventions requises à tous les niveaux. Complémentaires aux analyses énergétiques, les enjeux associés à l'amélioration de la vie en communauté dans ces milieux comportent d'importants gestes en termes d'aménagement. Le chapitre présente également le portrait des transports interurbains et inter-régions, y compris ceux commerciaux, comme ayant une importance plutôt secondaire par rapport aux défis qui se présentent aux communautés elles-mêmes.

### **Chapitre 7 – Le travail et le loisir à l'avenir au Québec**

Présentation des enjeux et des orientations face au chômage structurel du système actuel. Le Québec abandonne la recherche de la productivité et remet de l'avant une notion du travail comme activité de l'individu et comme activité sociétale : partage du travail, diminution du temps de travail, baisse des revenus correspondante, diversification des activités dans un contexte de diminution radicale de consommation, et donc d'importations. Une reconnaissance du rôle fondamental des femmes dans l'ensemble des activités de la société souligne les fondements de la transition vers une société où le travail n'est plus défini par le pouvoir d'achat qu'il fournit, et où le loisir et l'activité non marchande assument et maintiennent une grande importance.

## TABLE DES MATIÈRES PRÉLIMINAIRE

### **Chapitre 8 – Liens sociaux dans la société**

La solidarité sociale directe se retrouve dans l'engagement social, le bénévolat, l'entraide ainsi que la libéralité monétaire. Nous sommes dans le domaine des liens sociaux fondés sur le don et la solidarité. Il s'agit d'une transformation des mœurs par rapport à ceux qui ont dominé les citoyen-ne-s de la société de consommation pendant des décennies. Cette transformation touche tant aux questions d'aménagement de l'espace et du temps que de transports inter-régionales, mais met l'accent sur les implications dans la vie des personnes vivant dans les différents milieux rééquilibrés par rapport à la situation quand la consommation définissait en grande partie les rapport entre personnes.

### **Chapitre 9 – L'économie sociale et solidaire, clé pour l'avenir du Québec**

Une restructuration de nombre d'entreprises en faveur d'une approche coopérative est à décrire pour tenir compte des enjeux touchant le travail et une valorisation de l'activité socio-économique qui ne vise pas le profit et la consommation avant toute chose. Ce n'est plus l'acceptation d'une lente progression de l'économie sociale, mais un accès à la maturité de cette approche, en retournant, peut-être et jusqu'à un certain point, à certaines applications du passé. De nombreux exemples venant d'entreprises et de coopératives s'intègrent dans un portrait plus global où ils représentent le modèle plutôt que l'exception. L'entreprise privée est maintenue, mais taille sa place sans qu'elle ne soit la cible prioritaire des soutiens de l'État et de la société...

### **Chapitre 10 : L'économie ordinaire et vernaculaire**

Sans insister trop sur la distinction entre les deux, dans l'esprit de voir le travail non rémunéré comme une partie de l'économie et de la société, ce chapitre cerne ce que serait l'alternative au secteur privé dans la société, en complément à l'économie sociale.

### **Chapitre 11 – La Caisse de dépôt et de placement du Québec se réoriente**

Clé dans la restructuration des activités économiques et sociales du Québec, on présente l'argument pour le retrait de la CDPQ de la finance internationale pour faire fructifier les fonds de retraite. Cet objectif est à revoir en fonction d'un soutien à la nouvelle économie sociale et solidaire, avec des objectifs autant sociaux qu'économiques. La présentation s'insère également dans la problématique touchant le maintien des fonds de retraite, cela dans la perspective sur le travail présenté dans le Chapitre 7. Le tout est présenté dans le contexte fourni par une réduction des bénéfices et des revenus de l'ensemble des acteurs de la société, jumelée à une réduction de la consommation.

### **Chapitre 12 –L'éducation au cœur de la formation des citoyen-ne-s et de la société**

Les universités renoncent à l'approche « entrepreneuriale » visant la commercialisation de ses « produits » par une insertion dans « l'économie du savoir » et réorientent leurs efforts et leurs financements à la formation « traditionnelle ». La réduction marquée de l'accent sur l'innovation et sur les technologies s'insère dans le contexte où une augmentation sans cesse de l'activité économique est vue comme contraire au respect de la capacité de support de la planète et l'antithèse d'un rôle pour l'enseignement supérieur qui favorise la distance critique et la formation de l'autonomie de personnes redevables à l'ensemble de

## TABLE DES MATIÈRES PRÉLIMINAIRE

la société. Dans un tel contexte, la gratuité à tous les niveaux se comprend bien, se justifie et se finance.

Ce retour aux objectifs sociétaux ira de paire avec la reconnaissance que la gratuité permet un accès accru à la poursuite des études une fois passées les niveaux primaires et secondaires. Un retour à une éducation plus axée sur les sciences humaines en vue de la formation d'étudiants mieux à même de concilier les impératifs d'un nouveau paradigme économique et social et dont la formation débute dès les premières années de l'école. Ceci poursuit la nouvelle socialisation transformant la vie des jeunes et les sortant de la mentalité de la société de consommation.

### **Chapitre 13 – les services de la santé ciblent la première ligne et la prévention**

On fait la distinction entre la santé qui découle des comportements individuels et sociétaux, dont l'exercice, l'alimentation et les vaccinations, mettant l'accent sur la prévention, et la fourniture des services après coup par les organisations de la santé. Il y a ainsi lieu de bien cibler la « santé publique » face à un ensemble d'orientations associées à, voire imposées par la société de consommation. À cet égard, il faut mieux saisir l'importance de la pollution environnementale à la base d'une multitude de problèmes de santé.

On fait également la distinction entre les interventions de première ligne, une nécessité et un fondement du bien-être des citoyen-ne-s, et celles nécessitant un recours aux technologies de haute sophistication, réservées aux véritables besoins et ne recevant plus la priorité en raison de leurs liens avec les acteurs économiques. Des changements dans la dispensation des services longtemps prônés se manifestent dans un contexte où l'économie sociale et solidaire domine les comportements.

### **Chapitre 14 - Implications financières pour l'État, et une fiscalité qui s'adapte**

Les défis pour l'État en ce qui a trait au maintien des services qui définissent en priorité son rôle dans le nouveau paradigme sont centrés sur les revenus que peut penser obtenir l'État. En matière de santé et d'éducation, les changements sociétaux favorisent un meilleur équilibre dans les finances; dans d'autres secteurs, comme l'agriculture et la foresterie recentrées sur les communautés où elles se pratiquent, une réallocation des soutiens favorise également un meilleur équilibre; la transformation radicale de la société en termes des usages de l'énergie en constitue une aussi en termes de finances. Le chapitre fait le bilan des interventions couvertes par les autres chapitres et esquisse l'avenir du Québec en termes de ses capacités financières relativement indépendantes des jeux internationaux.

L'analyse établit également un bilan commercial à partir entre autres d'importations très restreintes de pétrole et de nombreux produits de consommation et de l'impact des changements en termes d'exportations réduites en agriculture et en foresterie (suivant quand même une tendance lourde déjà en place) mais augmentées en produits miniers. L'objectif est de fournir le portrait d'un Québec qui cherche à se protéger des bouleversements économiques à l'échelle internationale et à favoriser la production et la consommation locales. En contrôlant son solde commercial.

## TABLE DES MATIÈRES PRÉLIMINAIRE

### Chapitre 15 – Et la dette

Le retrait du Québec des jeux financiers mondiaux et de la concurrence commerciale internationale et un retrait d'un système associé à la poursuite de la croissance et intimement lié aux inégalités grossières entre les sociétés et à l'intérieur de celles-ci. Ce retrait laisse la province avec une dette dont au moins le tiers représente des « dépenses d'épicerie ». Les grandes orientations des instances néolibérales en place depuis des décennies laissent tous avec un endettement presque imposé par le système. Prognostic de sa gestion : paiement de l'intérêt, réduction de la dette elle-même, distinction entre créanciers autochtones et étrangers, entre dette justifiée et dette non justifiée.

### Conclusion

Note :

Il n'y a pas quand même un chapitre sur le rôle de **l'État!** L'Etat est le problème autant que la solution : c'est la grande erreur du mouvement de l'économie solidaire de nos pays (encore prospères), nous avons grandi dans l'ère de l'Etat-providence. Il n'en reste plus grand' chose et on ne reviendra pas en arrière. Il faut oser le dire, car c'est ce qui bloque la mise en place des nouvelles régulations autour du bien commun. À l'évidence, ni les Etats, ni les multinationales ne sont à même de définir, à eux seuls, des régulations prescriptives équilibrées, et encore moins de les faire respecter. Et dans le contexte actuel, nul n'est indépendant, nul n'est à l'abri des conséquences des choix d'action ou d'inaction d'autrui.